

*Questions orales*

niveau, en tant que premier ministre, comme tous les autres premiers ministres, et on attend sa réponse à l'effet qu'il va participer avec Team Canada.

**L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, depuis quand—on peut se demander cela, en tout cas—le gouvernement fédéral a-t-il le droit de fixer les agendas des premiers ministres des provinces?

Je demande à la vice-première ministre, sachant que M. Bob Rae pourrait devoir lui aussi s'absenter de la mission, quelle sorte d'allure aurait Team Canada si ni le Québec ni l'Ontario n'en font partie?

**L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, il est évident que l'Équipe Canada qui va se rendre dans les pays d'Orient comprend plusieurs personnes de calibre extraordinaire de la communauté des affaires du Québec, entre autres une personne qui a dit oui: Laurent Beaudoin; une autre qui a dit oui: Guy Saint-Pierre. On attend toujours que le premier ministre du Québec pense qu'il est suffisamment important pour qu'il y participe en tant que premier ministre, invitation faite par le premier ministre du Canada.

**L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, comment le premier ministre du Canada peut-il penser que l'on pourra prendre au sérieux son engagement de collaborer avec le nouveau gouvernement du Québec, alors qu'à la première occasion il fait encore preuve d'intransigeance, d'un manque de souplesse élémentaire en refusant à M. Parizeau de se faire remplacer par l'un de ses ministres importants?

**L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, je pense que la question primordiale est la suivante: Si le premier ministre du Québec a été élu sur une promesse de croissance économique, est-ce qu'il est suffisamment important pour lui de faire partie personnellement de l'Équipe Canada.

● (1420)

Je pense que tous les autres premiers ministres n'ont pas eu la possibilité de se faire remplacer, ni le premier ministre de l'Ontario, ni le premier ministre de l'Alberta, ni le premier ministre de la Colombie-Britannique, parce qu'on veut justement que la délégation soit au niveau des premiers ministres. C'est important, monsieur le Président.

[Traduction]

L'équipe Canada veut rassembler les premiers ministres. Nous ne voulons pas de remplaçants; nous voulons une équipe Canada formée des premiers ministres de toutes les régions du pays.

\* \* \*

[Français]

### L'ENVIRONNEMENT

**Mme Monique Guay (Laurentides):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Environnement.

À une question posée la semaine dernière, la ministre a prétendu que son ministère était associé à la préparation et à la surveil-

lance de l'opération de nettoyage des sédiments contaminés aux BPC dans les eaux du Saint-Laurent, en face de la ville de Massena. Or, l'opération est actuellement arrêtée à cause d'importants problèmes de sécurité.

La ministre confirme-t-elle l'implication directe de son ministère dans cette opération extrêmement délicate ou s'il ne fait que recevoir et appuyer aveuglément les plans suggérés par les autorités américaines?

**L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, j'ai moi-même pris l'initiative de contacter directement, la semaine dernière, la représentante du gouvernement du Canada au sujet de cette opération. Justement, j'ai été informée que les rideaux de protection ne fonctionnaient pas et que l'opération n'avait pas débuté. La représentante d'Environnement Canada était sur place tous les jours. Justement, j'ai personnellement écrit à l'administrateur d'EPA aux États-Unis pour m'assurer qu'aucune opération à Massena ne commencera avant que nous soyons d'accord.

**Mme Monique Guay (Laurentides):** Monsieur le Président, comment la ministre peut-elle affirmer que son ministère est pleinement impliqué dans l'opération de nettoyage, alors qu'une note fournie par son ministère à l'organisme SVP, datée du 23 septembre, indique qu'aucun plan d'urgence en cas de catastrophe n'est encore public, et ce, à la veille de ce nettoyage de BPC?

[Traduction]

**L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, la note provenant de mon ministère précisait bien que le gouvernement canadien était représenté sur les lieux du nettoyage et que le rideau devant contenir les sédiments ne fonctionnait pas. Voilà pourquoi l'opération n'a pas commencé.

J'ai personnellement communiqué avec l'administratrice de l'EPA des États-Unis pour l'informer que le gouvernement canadien était résolu à interdire toute activité de dragage tant qu'il ne sera pas convaincu que la technologie utilisée protégera l'environnement et la santé des Canadiens.

\* \* \*

### LA POLITIQUE SOCIALE

**Mme Diane Ablonczy (Calgary-Nord):** Monsieur le Président, les fuites dans les médias que le ministère des Ressources humaines a bien orchestrées laissent peu de doutes sur le contenu du document de travail sur la politique sociale.

D'après la vice-première ministre, cette démarche en matière de politique sociale ne vise pas à réduire le déficit. Et pourtant, le ministre des Finances dit qu'il ne faut pas être un génie pour se rendre compte que le gouvernement devra sabrer les dépenses pour atteindre ses objectifs de réduction du déficit.

Étant donné que les deux tiers des dépenses après intérêt vont aux programmes sociaux, comment le gouvernement arrive-t-il à concilier ces deux déclarations?

**M. Maurizio Bevilacqua (secrétaire parlementaire du ministre du Développement des ressources humaines):** Monsieur le Président, je remercie la députée de poser la question.

La députée doit comprendre que le régime canadien de sécurité sociale a près de 40 ans. Bien des modifications y ont été